

LE TEMPS

Opinions Vendredi 21 octobre 2011

En Afrique l'espoir est au féminin

Par Christine von Garnier, sociologue

Trois femmes africaines et arabe Prix Nobel de la paix. Une nouvelle réconfortante qui ne doit pas faire oublier que les femmes d'Afrique et du Moyen-Orient sont toujours fortement sous pression. Par Christine von Garnier

Une nouvelle réconfortante dans ce monde de violences: trois Prix Nobel de la paix viennent d'être attribués à des femmes: Ellen Johnson Sirleaf (première présidente africaine) et Leymah Roberta Gbowee, toutes deux du Liberia, et Tawakkul Karman, du Yémen. Avant elles, en 2004, c'était Wangari Maathai, du Kenya. Les deux Libériennes ont œuvré sans relâche à la reconstruction de leur pays ravagé par 14 ans d'une guerre civile épouvantable, aidant leurs consœurs à surmonter leurs traumatismes et à prendre leur place dans le développement social et économique.

La jeune Yéménite Tawakkul Karman, journaliste, est la première femme arabe à être récompensée de ce prix. Quel défi pour elle! Figure emblématique du soulèvement, elle a d'emblée dédié son prix au «printemps arabe». Quant à Wangari Maathai, malheureusement décédée récemment, docteur en biologie et militante écologiste, elle a joué un grand rôle au Kenya et ailleurs en encourageant les communautés locales, les institutions et toute la société civile à la protection de l'environnement et à planter des milliers d'arbres. Alors que les Africaines, mères Courage d'une solidarité humaine à faire pâlir les Européennes, ont été fêtées, l'héroïne arabe embarrasse plutôt les intégristes...

Honneur à l'Afrique: les Prix Nobel de la paix y sont nombreux. C'est que les effets de la décolonisation ont fait surgir des personnalités hors du commun: en 1960, le chef zoulou Albert Luthuli, alors président de l'ANC et compagnon de Nelson Mandela; en 1978, le président égyptien Anouar el-Sadate et le premier ministre israélien Menahem Begin; en 1984, l'évêque anglican Desmond Tutu, qui aujourd'hui encore n'a pas perdu de sa pugnacité pour la justice: à 80 ans, il vient de sermonner le président sud-africain, Jacob Zuma, pour sa mauvaise gouvernance, le menaçant de prier pour la chute de son gouvernement comme il avait prié pour la chute du gouvernement de l'apartheid.

Et puis, en 1993, ce fut au tour de Nelson Mandela et de Frederik De Klerk pour leurs efforts à établir une Afrique du Sud nouvelle. Enfin, en 2001, le Ghanéen Kofi Annan et l'ONU. Lors de toutes ces distinctions, les peuples s'en sont réjouis et les progrès humains ont été visibles. Cela montre la qualité et la richesse des ressources humaines en Afrique et augure d'un avenir réalisable. En effet, depuis plusieurs années, l'Union africaine a doté toutes ses institutions des mêmes instruments que l'Union européenne pour pouvoir mieux s'insérer dans l'ordre international. Par le [protocole à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples relatifs aux droits des femmes](#), l'UA possède depuis 2003 un outil important mettant théoriquement la femme africaine au même niveau que la femme européenne. L'égalité entre l'homme et la femme y est fortement soulignée, la monogamie encouragée et, sans que le terme soit expressément écrit, l'excision est interdite. La femme a le droit d'acquérir des biens propres et les biens communs acquis durant le mariage doivent être partagés équitablement.

Voilà pour le droit moderne qui lentement conquiert le continent africain. Mais sa mise en œuvre est une autre affaire. Le droit coutumier et les traditions ancestrales cohabitent avec le droit moderne. Les hommes font obstacle presque partout. Pour une majorité de femmes africaines, c'est encore la subordination légale, sociale,

politique et morale de la femme à l'homme, mais la religion n'y joue pas le même rôle que dans les pays arabes, où elle est instrumentalisée par l'homme pour dominer la femme.

Tawakkul Karman fait preuve d'un inébranlable courage malgré les violentes protestations d'islamistes. D'après Hela Ouardi, professeur à l'Université de Tunis, la montée de l'islamisme et des courants ultra-conservateurs n'est pas de bon augure. Le corps de la femme est au centre de tous les débats sur la modernité. «Il y a une demande d'islamisation de la société dans les différents pays, ajoute Jean Zagariaris, du Centre de recherche sur l'Afrique et la Méditerranée, à Rabat (Maroc), le discours sur l'inégalité homme-femme au nom de la complémentarité entre les sexes réémerge face à l'égalité laïciste d'origine occidentale.» A ses yeux, il faut rompre avec l'enchantement des images où l'on voit les femmes avec le foulard protester aussi résolument que les hommes. Cela donne l'illusion que cela change, or des réalités profondes préexistaient avant les révolutions. Le chercheur juge impossible l'émergence de femmes leaders en Libye, où la notion de féminisme est tout simplement étrangère. La Tunisie, elle, a donné des gages sérieux en instaurant la parité sur les listes électorales, mais les salafistes s'insurgent. En Egypte, le sort des femmes reste flou. En Arabie saoudite, qui financerait discrètement les mouvements islamistes, les femmes ont obtenu le droit de vote et d'éligibilité dans les Conseils municipaux consultatifs (seul type de scrutin) et de siéger au Majlis Al Choura, le Conseil consultatif. Concession symbolique? «Vote et tais-toi, femme!» titrait ironiquement Jeune Afrique.

Rien n'est joué donc. Mais, comme le dit Ahmed Benani (anthropologue à l'Université de Lausanne), un processus irréversible est enclenché, les révolutions ont «libéré la parole», et dans ce domaine les femmes ne se tairont plus. Leur participation sera un indicateur fondamental de l'évolution démocratique.

Désormais, sans elles, plus rien ne se fera en Afrique et dans les pays arabes. Leur heure a bien sonné, ce sont les hommes qui doivent évoluer et cela prendra du temps. Après tout, les Suissesses n'ont eu le droit de vote qu'en 1971.